



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire du 05 décembre 2023

Monsieur le Président,

C'est la quatrième convocation de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Aveyron cette année et la première que vous dirigez suite à votre prise de fonction de la DDFIP le 1^{er} novembre dernier. Votre prédécesseure était arrivée un 1^{er} avril. Espérons que cette date symbolique qui marque votre arrivée ne sera pas mortifère pour notre réseau aveyronnais qui a déjà beaucoup souffert des multiples restructurations, dont dernièrement le NRP.

Les représentants FO-DGFIP 12 étaient très attachés aux CHS-CT car nous pouvions agir pour améliorer les conditions de vie au travail des agents. Les questions de santé, sécurité et hygiène sont centrales dans la vie des collègues. On a pu voir en Aveyron, au cours des années, toute l'importance de cette instance, notamment avec les visites de postes et de sites, le traitement de problématiques comme les RPS (risques psycho-sociaux), le handicap, le travail sur écran, l'ergonomie, l'éclairage, etc. Bien des sujets ont été traités dans cette instance et tous les acteurs présents ont pu participer et apporter des améliorations dans le quotidien des agents malgré les restructurations et les nombreuses suppressions d'emplois.

La fin des CHS-CT, remplacés en 2023 par les CSAL-FS, change la donne. Les droits se réduisent pour les représentants du personnel. La création des CSAL-FS met fin à la personnalité civile et juridique de l'instance. C'est une très grande régression en matière de protection des agents et d'action des représentants du personnel qui pouvaient recourir à une expertise indépendante et la procédure du droit d'alerte en cas de danger grave et imminent. Une très ou trop grande liberté d'interprétation est donnée aux directeurs départementaux sur bien des points du Règlement Intérieur (RI). L'exemple le plus marquant est la fréquence des réunions qui est passé à minima d'une par an. C'est très significatif de cette dégradation du dialogue social et marque la volonté de l'État d'étouffer cette instance qui a pu mettre en lumière par exemple le scandale de l'amiante au tripode de Nantes. Nous vivons aujourd'hui une époque où notre administration communique à tout-va sur les conditions de vie des agents au travail mais qui concrètement veut de moins en moins en parler dans les instances représentatives. L'action des représentants du personnel est une fois de plus court-circuitée.

Localement, les représentants du personnel ont été régulièrement écartés de la consultation concernant les aménagements importants des différents sites du département dont le dernier en date concernant l'accueil du CFP du 8 mai à Rodez. Les réunions des anciens CHS-CT et des CSAL-FS ont été programmées ces dernières années sur des demi-journées, quitte à prolonger certaines réunions jusqu'à 13h30 et bâcler la discussion sur des points importants (fiches de signalement, accidents de travail, questions diverses, etc). Pour

une instance qui se soucierait de santé et de conditions de vie au travail, ce n'est pas normal. La durée de réunion ne doit pas être sous-estimée et si besoin elle se déroule sur la journée entière.

L'absence de RI après un an de mise en place de l'instance est révélateur. Nous sommes convoqués aujourd'hui en Formation Spécialisée pour éventuellement vous proposer des modifications qui seront étudiées en CSAL l'année prochaine. Ces propositions ont déjà été déclinées au niveau national et en CSAR par les OS. Nous les rappellerons ici.

Aujourd'hui, notre ministère peine à recruter. Comment peut-il espérer y arriver avec des campagnes publicitaires toujours plus risibles les unes que les autres, que ce soit sur les réseaux sociaux ou sur internet ? « Bercy recrute » ? « Bercy rame » plutôt et Bercy supprime des emplois et restructure sans cesse. Les potentiels candidats ne sont pas dupes. Ils sont des usagers comme les autres et sont au courant de ce qui se passe dans notre administration. Bercy organise de la publicité en vantant la mobilité et tous les métiers différents qui existent dans notre administration. Une fois de plus, Bercy semble bien éloigné de la réalité des agents et de la population sur le territoire. Pour preuve, dernièrement la fondation Jean Jaurès a mené une étude auprès de 8000 personnes sur le sujet « La société idéale de demain aux yeux des Français ». Qu'est-ce qu'on y lit ? Les Français souhaitent vivre dans un cadre vie calme et tranquille à proximité des services publics. Leur rapport au travail semble bien éloigné de ce que vous leur proposez et que vous voulez leur faire croire : mobilité et changement permanent. Pourtant ils préfèrent travailler dans une ou deux entreprises tout au long de leur carrière afin de se spécialiser et de développer leur expertise, y compris pour les jeunes ! Bercy véhicule des clichés ! Le rejet des inégalités sociales est un sujet qui rassemble les Français. Les gens veulent une société avec une protection sociale forte et jugent plus important de disposer de services publics solides et répartis sur tout le territoire plutôt que de bénéficier de baisses d'impôts significatives. Et jusqu'à preuve du contraire, les Maisons France Service ne sont pas des services publics solides, quoi que vous disiez.

Quand on voit que les nouvelles instances, CSAL et CSAL-FS, installées depuis un an, n'ont toujours pas de règlement et que ce dernier sera plus restrictif que le précédent, ce sont au final l'ensemble des agents qui verront leurs conditions de travail moins défendues. Voilà qui devrait attirer nombre de candidats pour rentrer dans notre administration. S'il leur venait à l'idée de jeter un coup d'œil sur les résultats de l'Observatoire interne de la DGFIP, nul doute qu'ils regarderaient ailleurs.

Malgré tous les bâtons dans les roues que l'administration met aux représentants du personnel, FO-DGFIP 12 fera tout son possible pour continuer à se battre pour améliorer les conditions de vie au travail des agents de l'Aveyron et pour le respect du dialogue social.



Les représentants FODGFIP-12.